

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MANRIQUE

403, Avenue Jean Monnet
13170 Les Pennes-Mirabeau

Références : D-2025-0184

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006400602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement MANRIQUE implanté 403, Avenue Jean Monnet 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale VHU 2025. Elle a pour objectif de vérifier la mise en œuvre effective de la contractualisation entre les centres VHU et un éco-organisme et/ou un système agréé, qui est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2024 en application de l'article L.541-10-26 du code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANRIQUE
- 403, Avenue Jean Monnet 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MANRIQUE exploite un centre de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.543-155 (II)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MANRIQUE dispose bien d'un agrément centre VHU et possède plusieurs contrats dans le cadre de la Responsabilité Élargie du Producteur (Eco-organisme et systèmes individuels (SI)). La reprise des véhicules s'effectue à titre gracieux conformément à la réglementation.

Il est cependant à noter, que si l'exploitant édite bien un BSVHU dans le cadre de la sortie du déchet vers un broyeur, il n'y a pas de création/mise à disposition d'un BSVHU en entrée du véhicule. Afin de remédier à cette situation, l'exploitant devra se mettre en conformité sous 3 mois en renseignant correctement Trackdéchets pour le suivi des VHU entrants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant indique que les VHU arrivent non dépollués et sont dépollués par la société MANRIQUE. L'inspection des installations classées constate lors de sa visite: - la possession d'un contrat avec l'éco-organisme "RecyclerMonVéhicule" signé électroniquement le 06/12/2024 (transmis ultérieurement en version signée par l'éco-organisme, par mail du 19/03/2025) - la possession de trois contrats avec un Système Individuel (SI) (liste non exhaustive): Renault Truck, contrat signé le 03/01/2025 Iveco, contrat signé le 19/12/2024 Nissan, contrat signé le 29/11/2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R.543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L.541-21-3, L.541-21-4 et L.541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L.325-7 et L.325-8 du code de la route.
Constats : L'exploitant indique à l'Inspection que la reprise d'un véhicule se fait à titre gracieux. L'Inspection n'a constaté aucun élément contraire à cette déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R.541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L.541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L.451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : L'Inspection a pu vérifier la preuve d'inscription sur Trackdéchets et le numéro d'inscription. Les véhicules apportés par des professionnels sont dépollués par la société MANRIQUE. Un BSVHU est établi lors de la destruction. Certains véhicules sont apportés par le dépanneur et peuvent faire l'objet d'une réparation. L'Inspection constate que l'exploitant ne crée pas ou ne dispose pas d'un BSVHU à réception du VHU (cas de figures possible prévus si venant directement d'un particulier, d'un dépôt illégal ou décharge illégale, d'une collecte d'un système individuel ou éco-organisme de la filière REP). L'exploitant indique à l'Inspection qu'il rencontre des difficultés d'utilisation de Trackdéchets et un manque d'information sur les actions à mener pour la création de ce BSVHU en entrée. L'Inspection indique pendant sa visite, qu'elle reviendra ultérieurement vers l'exploitant pour lui indiquer les suites à donner.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le centre VHU doit créer/disposer d'un BSVHU à réception de tous VHU (sauf cas de figures possible prévus par la réglementation si venant directement d'un particulier, d'un dépôt illégal ou décharge illégale, d'une collecte d'un système individuel ou éco-organisme de la filière REP). Conformément au R.541-45 du code de l'environnement, la traçabilité des déchets dangereux est obligatoire via Trackdéchets, la traçabilité des VHU non dépollués doit faire l'objet d'un BSVHU pour les véhicules entrants.

Aussi l'exploitant du CVHU doit dorénavant renseigner Trackdéchets (dans les cas mentionnés ci-dessus) pour ce qui concerne les déchets dangereux qu'ils gèrent dans le cadre de leurs activités de gestion de VHU en application du décret n° 2021-321 du 25 mars 2021, relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments : les véhicules non dépollués, les déchets issus des VHU comme les huiles usagées ou les déchets de fluides frigorigènes.

VHU: toute voiture particulière, camionnette, véhicule à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur (y compris les voiturettes) qui constitue un déchet au sens de l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement (cf. 2° de l'article R. 543-154 du code de l'environnement), c'est-à-dire, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois